INVESTISSEMENTS

Les projets du saoudien Sidar bloqués

Plusieurs projets d'investissements directs initiés par des opérateurs économiques nationaux et étrangers sont, depuis des mois, dans l'attente d'une décision d'agrément qui tarde à être établie par la wilaya de Annaba.

Dans le lot, trois importants projets soumis par la société saoudienne Sidar au Comité d'aide locale à la Promotion des investissements (Calpi) d'un montant global de plus de 50 millions de dollars.

Créateurs de plusieurs milliers de postes de travail, ces projets portent sur la réalisation dans le chef-lieu de la commune, d'un centre d'affaires et à Sidi Salem, dans la banlieue de Annaba, d'un complexe hôtelier et d'un village touristique.

Ils sont en souffrance depuis l'année 2006 et, au vu des problèmes tels que les «réserves techniques non levées», il pourrait le rester plusieurs autres années. Pourtant, ce dossier Sidar avait fait l'objet d'un déplacement à Annaba, au courant de la même année, de M. Abdelhamid Temmar ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements. Il avait pour objectif de faciliter l'attribution des terrains d'assiette au profit du saoudien.

En mai 2007, les trois projets avaient été officiellement inaugurés à l'occasion de la visite de travail effectuée dans la wilaya de Annaba, par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Lors de cette inauguration, le chef de l'Etat avait insisté auprès du promoteur saoudien afin qu'il sollicite des gestionnaires étrangers pour ces infrastructures socioéconomiques. Depuis, de réunion en réunion, le Calpi semble être dans l'incapacité de trouver une solution. Des interventions en «haut lieu», seraient derrière ce blocage.

Lassé par ce qui paraît être une bureaucratie destinée à bloquer ses projets, le grand patron de Sidar s'en était remis au bon vouloir des membres du Calpi pour lui permettre de lancer les travaux.

Par trois fois, il s'était personnellement déplacé pour plaider sa cause devant cette institution. Selon des indiscrétions proches des services de la wilaya, il aurait invité les autorités locales à porter eux-mêmes les corrections nécessaires à la levée des réserves techniques en question.

Interpellé récemment par les élus locaux de l'Assemblée populaire de wilaya sur cette affaire, M. Mohamed Ghazi, wali de Annaba a tenu à préciser : «Des réserves techniques non levées à ce jour par le promoteur saoudien sont à l'origine du blocage des projets. Cet investisseur a présenté des études non conformes au cahier des charges qu'il a pourtant approuvé».

En fait de réserves techniques, il s'agirait beaucoup plus d'interférences en haut lieu dans la gestion du dossier. Non seulement celles-ci renvoient aux calendes grecques lesdits projets, et la création des milliers de postes de travail dont la wilaya a véritablement besoin, mais aussi de nombreux autres investissements directs étrangers.

Elles seraient également à l'origine du gel du projet de réalisation du technopole. Il avait été initié la même année par le ministère de la Poste et des Technologies de l'information.

Tout aussi important, le technopole était porteur de 3000 postes de travail directs et indirects. Il devait être réalisé à Chaïba au niveau de l'immeuble de l'entreprise Ensid du groupe Sider aujourd'hui dissoute.

«Comme beaucoup d'autres biens immobiliers patrimoine de notre groupe, nous nous sommes effectivement dessaisis au profit de la wilaya de Annaba de l'immeuble anciennement siège de notre entreprise Ensid dissoute.

Nous ne sommes donc plus concernés par sa gestion», avait déclaré M. Amar Belkacemi, président-directeur général du groupe Sider à des journalistes qui l'interviewaient lors d'un récent point de presse.

Tout autant que la place du 19-Juin et le lieu-dit Boukhmira à Sidi Salem devenus propriétés de la société saoudienne Sidar depuis 2006, l'immeuble Ensid s'est transformé en ruines.

Actuellement, c'est un immense dépotoir et la nuit tombée, un point de chute des repris de justice et des délinquants.

Quant à Boukhmira, le bidonville qui y est implanté, il a grandi pour devenir une véritable source de problèmes de sécurité des biens et des personnes. Le 3e dossier d'investissement est le fait de l'Entreprise publique économique Urban Annaba. Au début des années 2000, cette dernière avait lancé une étude de faisabilité d'un complexe touristique sur le site du Cap de garde dont elle est propriétaire.

Un bureau d'étude étranger avait même animé une journée d'information à l'hôtel Seybouse.

Un accord de partenariat avec deux sociétés étrangères avait était annoncé pour la réalisation de ce projet. Il devait créer 3000 postes de travail en amont et en aval des activités du futur complexe.

Pour cette étude de faisabilité qui avait évalué le projet à plus de 3 milliards de dinars, Urban avait déboursé plusieurs centaines de milliers de dinars.

Là, également, les interférences en haut lieu sont intervenues. Elles ont non seulement imposé l'archivage de l'étude, mais aussi créé beaucoup de problèmes au P-dg Urban.

Pour avoir tenté de rentabiliser son portefeuille foncier, ce P-dg a eu bien du mal à se dépêtrer des problèmes de toutes espèces qui lui ont été créés et qui lui ont valu des poursuites judiciaires.

A. Djabali

MÊME AVEC MOINS DE 50 DOLLARS LE BARIL

Chakib Khelil : «l'Algérie pourra tenir des années»

Le ministre de l'Energie et des Mines prévoit des recettes de 75 à 76 milliards de dollars à fin 2008. Il n'écarte pas des recettes de 40 milliards de dollars en 2009 si le prix serait encore inférieur à 50 dollars, même si notre pays peut tenir plusieurs années.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Lors de son intervention radiophonique jeudi dernier, le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a revu à la baisse ses prévisions de recettes d'exportation d'hydrocarbures pour 2008.

Enregistrant une baisse de l'ordre de 5 milliards de nos revenus depuis le mois de juillet, en raison de la chute des cours, Chakib Khelil a indiqué que ces recettes vont s'établir entre 75 et 76 milliards de dollars à la fin 2008.

Ce qui représente tout de même, selon lui, un «record» par rapport aux recettes engrangées précédemment. Quant à l'année prochaine, Chakib Khelil n'a pas écarté des recettes de l'ordre de 40 milliards de dollars, si le prix est encore inférieur à 50 dollars le baril.

Certes, le prix pourrait descendre plus bas, à 30 ou à 25 dollars, mais le président de l'Opep a estimé que cela n'est pas envisageable car non dans l'intérêt de l'organisation pétrolière.

Mais si tel était le cas, notre pays pourrait, cependant, tenir plusieurs années, expliquera-t-il. En rappelant que le prix moyen du pétrole, durant la période 2000-2007, a été de 50 dollars. Et en refusant d'être «anxieux», les prix du pétrole devant immanquablement remonter.

En citant aussi l'existence d'un «levier de contrôle» qu'est l'Opep, l'apport du Fonds de régulation des recettes et des réserves de change permettant d'amortir le choc et l'amélioration du pouvoir d'achat de notre pays grâce au renforcement du dollar

C. B.

ORAN

Effondrement du toit d'un show-room de voitures

Tôt dans la matinée de jeudi, les habitants de la rue Colonel Amirouche (ex-Jules-Ferry) ont été surpris par une forte déflagration ressemblant à une explosion. Ils découvriront qu'il s'agissait, en fait, de l'effondrement du toit d'un show-room d'exposition de voitures neuves. C'était, en réalité, une grande partie de la dalle qui couvrait le garage du concessionnaire automobile de Mercedes-Benz, au rez-de-chaussée de leur immeuble. Juste avant l'écroulement des piliers, la centaine de familles que constitue l'immeuble fut évacuée .

Amel B. - Oran (Le Soir) - Selon les éléments de la Protection civile, les dégâts étaient impressionnants. Heureusement, aucune victime n'était à déplorer.

On saura que près d'une dizaine de voitures, sur une vingtaine exposées dans ce show-room, ont été sérieusement endommagées.

L'enlèvement du reste des véhicules n'a été rendu possible qu'avec l'aide du service technique de la commune, qui a utilisé des marteaux-piqueurs pour dégager les véhicules qui se trouvaient sous les décombres.

Les service de sécurité ont vite quadrillé le périmètre, non seulement par crainte d'effondrement des habitations mitoyennes à ce garage, mais également par peur d'une explosion de gaz. Il fallait, en outre, gérer la colère des citoyens, lesquels ne savaient pas si leurs proches s'en étaient sortis indemnes. Les occupants de l'immeuble sont restés sur les trottoirs, en attendant l'expertise du CTC dans le but d'établir un diagnostic précis sur l'état de leur bâtiment après l'effondrement de cette dalle.

Selon le propriétaire du garage, la superficie de la dalle qui s'est effondrée est estimée à environ 800 m².

Ce dernier se défend des accusations, portées à son encontre et qui laissent supposer que ce sont les travaux, qu'il a effectués récemment au niveau de son garage, qui auraient fragilisé la structure de tout l'immeuble et les piliers.

Néanmoins, en attendant une enquête plus minutieuse, l'origine de cet affaissement reste méconnue.

Ce qui est certain, c'est le fait que le pire a été évité de justesse, car l'immeuble, construit dans les années 1950, qui se situe au-dessus du garage, regroupe pas moins d'une centaine de familles.

Jusqu'à tard dans la nuit de jeudi, les camions s'affairaient à dégager du show-room un grand amas de gros blocs de pierre.

Les citoyens, eux, attendent plus de rassurance pour pouvoir regagner leurs foyers, sans avoir la peur au ventre à chaque bruit, à chaque secousse.

A. B.

AGENCES IMMOBILIÈRES

Retrait de confiance au président de la FNAI

La majorité des membres du bureau national de la Fédération nationale des agences immobilières, activant sous l'égide de l'Union générale des commerçants algériens (UGCAA), ont retiré, le 3 décembre dernier, leur confiance au président de la fédération. C'est ce qui ressort d'un communiqué émanant de la FNAI. Le président de cette fédération a été suspendu, expliquent les membres du bureau, et toutes ses prérogatives ont été gelées.

La fédération a annoncé, par ailleurs, la tenue d'une réunion pour le 18 décembre prochain en vue du renouvellement du bureau national. Mme Mameri, désignée pour sa part comme coordinatrice du bureau national de la FNAI, a précisé que le retrait de confiance a été inspiré par une question de mauvaise gestion «Le dossier de l'affaire a été remis aux responsables de l'UGCAA qui ont confirmé le retrait de confiance et le gel des activités du président de la fédération», explique Mme Mameri. Les membres du bureau dénoncent, ainsi disent-ils, la gestion unilatérale du président de la fédération qui, précisera Mme Mameri, «a fait fi des statuts de la fédération et a outrepassé ses prérogatives» et de poursuivre «il y va de la crédibilité de la profession.

Notre slogan c'est le sérieux de l'agent immobilier et nous nous dirigions vers le contraire du but que nous nous étions fixé.» Les membres du bureau de la FNAI avanceront aussi l'argument selon lequel le président de la fédération ne respectait pas les recommandations. «Nous sommes des bénévoles et nous sommes là pour moraliser la profession», souligne notre interlocutrice. Une nouvelle équipe devrait donc être désignée dès la semaine prochaine pour la gestion de la fédération.

Il s'agit, diront ses membres, de concentrer les efforts sur l'essentiel c'est-à-dire d'arriver à un statut qui régira le travail de l'agent immobilier ainsi que l'organisation de la profession et sa réglementation.

F.-Z. B.